

Les leçons d'Ermotti : le même refrain patronal depuis 25 ans

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2015)**

Heft 2070

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1017289>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les leçons d'Ermotti

Le même refrain patronal depuis 25 ans

Jean-Daniel Delley - 20 février 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27292>

La patron d'UBS propose donc une [«stratégie pour assurer la prospérité de la Suisse»](#). En 1991 déjà, puis en 1995, les grands patrons et leurs idéologues académiques nous avaient gratifiés de leurs conseils, sous la forme du *Livre blanc* de David de Pury. En 2000, le chef de Credit Suisse, Lukas Mühlemann en rajoutait une couche avec son pamphlet *«Ce que la politique doit apprendre d'une entreprise»*.

Le discours n'a pas changé. La gravité de la situation exige une réaction rapide. Pour préserver les emplois et la prospérité, les autorités politiques doivent agir sans délai en allégeant la fiscalité des entreprises et en desserrant le corset réglementaire. Et si nécessaire renoncer au *«consensus à tout prix»*, nous *«inspirer des Etats forts et compétitifs, également hors de l'Europe»*. Car la complexité et la lenteur du processus de décision politique suisse, ouvert aux vents de la démocratie directe et basé sur la consultation et la recherche d'un soutien majoritaire, irritent les *managers* globalisés vivant au rythme des résultats trimestriels.

Que des patrons défendent leurs intérêts, rien que de plus normal. Qu'ils n'apprécient

guère, comme Sergio P. Ermotti, l'imposition des successions telle que préconisée par une [initiative populaire](#); qu'ils visent à minimiser leur charge fiscale, qu'ils veuillent se libérer des contraintes réglementaires, qu'ils se montrent préoccupés par la mise en œuvre de l'initiative *«contre l'immigration de masse»*, nous pouvons le comprendre. Mais qu'ils parlent clairement et nous épargnent leurs discours sur l'intérêt général.

Le marché du travail helvétique est l'un des plus libéraux de la planète; la fiscalité des entreprises déjà fort avantageuse en comparaison internationale. Et quand libéraux-radicaux et UDC annoncent vouloir conclure avec l'aide des démocrates-chrétiens un pacte de déréglementation pour répondre aux demandes du patron d'UBS, on leur rappellera que depuis plus de 150 ans, majoritaires au gouvernement et au Parlement à défaut de l'être toujours devant le peuple, ils sont responsables de cette réglementation qu'ils honnissent soudain.

Sur un point pourtant nous adhérons au constat d'Ermotti:

«L'heure est au renouveau, affirme-t-il, et pourtant aucune velléité de changement ou presque ne se fait jour.» Mais son propos n'est précisément porteur d'aucun changement. Il ne fait que reprendre des recettes éculées, mitonnées par des dirigeants plus occupés à faire disparaître la concurrence qu'à jouer le jeu de l'économie de marché - vive les monopoles et autres cartels!

Des dirigeants qui par ailleurs ont souvent failli dans leur propre sphère d'activité: où sont passés les donneurs de leçon de l'époque, pleins d'assurance et d'arrogance, les Ospel et autres Mühlemann? Des dirigeants aveuglés par leur folie des grandeurs et dont l'entreprise UBS a conduit l'économie helvétique au bord du gouffre. Une UBS qui n'a dû son salut qu'à l'intervention massive de l'Etat.

Un renouveau certes, mais pas en repartant *«comme en 14»*. Un renouveau qui passe par une mise en question de la course à la croissance, de sa qualité et de son impact sur l'environnement comme de la redistribution de ses fruits. Un renouveau qui implique un débat démocratique et la recherche d'un consensus large sans lequel aucune réforme n'est viable.